



# Magie de Noël ou proximité des élections des CPR ?

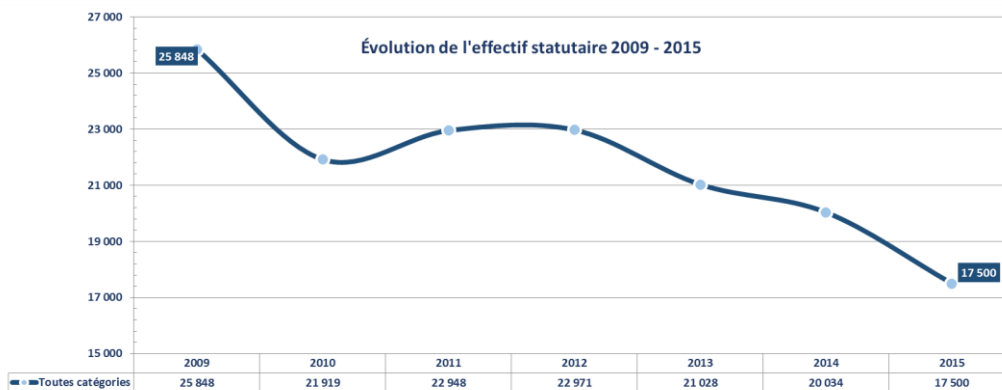
On dirait un conte de Noël : main dans la main avec les organisations patronales (Medef, CGPME...), la CFDT a appelé à un rassemblement devant l'Assemblée Nationale pour protester " contre la baisse de 6,7 % des budgets prévue dans la loi de finances 2017 ". Et miracle ! Le 14 décembre, les députés ont voté à l'unanimité pour le maintien du niveau des ressources. Magie de Noël ou opération de com' ?

## Prendrait-on les agents pour des imbéciles ?

Depuis trois ans, au nom du pacte de responsabilité, le gouvernement démolit les Chambres de Commerce. Des milliers de suppressions de postes et des centaines de licenciements **depuis la parution du rapport de l'IGF**.

**Dès juin 2014**, FO rendait publique les propositions de l'IGF, alertait les agents sur la baisse programmée de la principale ressource publique (TFC) et les prélèvements sur fonds de roulement. Il y a plus de deux ans FO refusait les propositions de l'IGF et interpellait Monsieur Montebourg pour qu'il ne les applique pas<sup>1</sup>. Par contre, certains essayaient de nous convaincre qu'« *il y a des choses très justes dans ce rapport* ».

Nous savons tous quelles ont été les conséquences. Les chiffres parlent d'eux-mêmes<sup>2</sup> :



En trois ans l'effectif baisse de 25% ! (23 000 en 2012, 17 500 en 2015).

## Qui a donné au gouvernement et aux élus les outils pour vider les services et démolir notre outil de travail ?

Qui a voté de nouveaux motifs de licenciement ? Qui a adopté avec les élus du Medef et de la CGPME la simplification et la réduction des délais pour que les directions puissent licencier à moindre coût et en deux mois au lieu de huit ? Qui a exclu du statut les agents des SIC ? Qui accompagne la privatisation des écoles ?

Sans la complicité de l'UNSA et de la CFDT, les directions n'auraient jamais pu supprimer autant de postes aussi rapidement et envoyer autant d'agents à Pôle-Emploi.

<sup>1</sup> Voir le site [www.fo-cci.org](http://www.fo-cci.org)

<sup>2</sup> Ces données proviennent des bilans sociaux de 2008 à 2014 produits par CCI France. Le chiffre 2015 correspond aux effectifs que CCI France a remis aux organisations syndicales lors des « négociations » du protocole préélectoral.

**Pendant deux ans, pas une fois le gouvernement (tutelle) n'a cédé.** Le gros du travail de sape a été fait : des milliers d'agents sont partis « volontairement » ou non, les agents des ports et aéroports ne sont plus au statut, les écoles commencent à être privatisées.

Et on voudrait nous faire croire que les parlementaires et le gouvernement ont reculé, terrifiés sous la pression d'un rassemblement de la CFDT-CCI d'une centaine de personnes le jour du vote ?



*Photo du rassemblement de la CFDT le jour du vote. 250 ou 50 ?*

Ce n'est pas « trois pelés et un tondu » devant l'Assemblée Nationale qui ont fait « reculer » le gouvernement et les parlementaires. Il y a **les élections présidentielles et législatives** et comme, pour ce quinquennat, le gros des ponctions a été fait, il était prévu de céder sur les 60 millions. La preuve c'est que le **vote à l'Assemblée a été unanime** et que **le gouvernement ne s'est pas opposé comme il l'a fait lors des deux derniers votes en 2014 et 2015.**

## **Un bide total ! Le personnel n'est pas dupe !**

**La CFDT a besoin de se refaire une virginité en vue des élections des CPR.** Il fallait montrer qu'elle « combat » et qu'elle « gagne ». C'est une sinistre farce et il est proprement honteux de monter une telle opération de communication pour tromper les agents.

Cette opération d'enfumage est un fiasco car même le photographe de la CFDT a été dans l'incapacité de prendre une photo qui pourrait laisser croire que des centaines d'agents se sont déplacés. Les agents n'ont simplement pas voulu s'associer à ceux qui suppriment leurs emplois et ceux qui votent les moyens de les supprimer !

**Constituez des listes Force Ouvrière !**

**Pour un syndicalisme indépendant !**

**Aucune suppression de poste**

**Titularisation des CDD**

**Non à la privatisation de nos écoles**

**Le point à 5 €**